

Marché n° 25-064

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

PRESTATIONS DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE POUR LES SITES DE RESEAU CANOPE

MARCHE PUBLIC COMPOSITE

passé selon les dispositions des articles R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5
et R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

**Date limite de réception des offres : lundi 26 janvier
2026 à 12H00**

Fermeture de l'établissement : du 24 décembre 2025 au 4 janvier 2026. En cas des questions posées
sur la plateforme, Réseau Canopé répondra dès le 5 janvier 2026.
Les visites obligatoires seront réalisées à partir du 5 janvier 2026.

Table des matières

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
ARTICLE 2. PRESENTATION DU MARCHE.....	3
2.1. Objet du marché	3
2.2. Forme du marché.....	4
2.3. Etendue du marché/de l'accord-cadre.....	4
2.4. Durée du marché.....	5
2.5. Contenu du dossier de consultation.....	6
2.6. Calendrier prévisionnel de la consultation	6
ARTICLE 3. CONDITIONS DE PARTICIPATION	7
3.1. Pièces à fournir au titre de la candidature	7
3.1.1. Candidature sous forme de DUME.....	7
3.1.2. Candidature hors DUME	7
3.1.3. Candidature d'un groupement momentané d'entreprises	8
3.1.4. Autres opérateurs économiques	8
3.2. Pièces à fournir au titre de l'offre.....	8
3.3. Variantes.....	9
3.4. Visite des locaux	9
3.5. Dépôt des offres.....	10
ARTICLE 4. ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
4.1. Conditions de participation des candidats	11
4.2. Critères de jugement des offres	11
4.2.1. Critères de sélection des offres.....	11
4.2.2. Méthode de notation	12
ARTICLE 5. MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHE	13
ARTICLE 6. INSTANCES DE RECOURS	13
6.2.1. Voies et délais de recours.....	13
6.2.2. Contact utile.....	13
ANNEXE 1 : SIGNATURE ELECTRONIQUE	15

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Réseau Canopé
Téléport 1 - @ 4
1 avenue du Futuroscope
CS 80158
86 961 Futuroscope Cedex

Réseau Canopé est un établissement public national à caractère administratif, régi par les articles D. 314-70 et suivants du Code de l'Éducation Opérateur du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Réseau Canopé a pour mission la formation tout au long de la vie et le développement professionnel des enseignants. Il les accompagne notamment dans l'appropriation des outils et environnement numériques.

Il est également opérateur de formations et organisateur d'événements pédagogiques ; il assure une mission documentaire et accompagne les projets des établissements scolaires dans ses Ateliers Canopé.

ARTICLE 2. PRESENTATION DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Le présent marché vise à confier au titulaire les prestations de maintenance multi-technique ci-dessous accompagnées de fourniture de pièces détachées pour les sites de Réseau Canopé listés à l'article 2.3 du présent règlement de consultation.

- Vérification périodique et maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de climatisation et de ventilation
- Vérification périodique et maintenance des installations électriques
- Maintenance des portes, portails automatiques, rideaux métalliques et éléments de serrurerie
- Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de secours et des moyens de secours.

La référence au vocabulaire commun des marchés publics (CPV) associés au présent marché est :

- CPV Principal : 50700000-2 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
- CPV complémentaire :
 - o 50720000-8 Services de réparation et d'entretien de chauffage central
 - o 71315410-6 Inspection du système de ventilation
 - o 50510000-3 Services de réparation et d'entretien de pompes, de vannes, de robinets et de conteneurs en métal
 - o 50531100-7 Services de réparation et d'entretien de chaudières
 - o 50710000-5 Services de réparation et d'entretien d'installations électriques et mécaniques de bâtiment
 - o 50413200-5 Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie

2.2. Forme du marché

Le marché est un marché de services.

Le marché comprend :

- Une partie correspondant à un marché ordinaire, pour les prestations de maintenance préventive
- Une partie correspondant à un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, pour les prestations de maintenance corrective

2.3. Etendue du marché/de l'accord-cadre

Le marché est alloté au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique et comprend les lots suivants :

Lot	Désignation du lot
Vérification périodique et maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de climatisation et de ventilation	
1	Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse
2	Réseau Canopé DT PACA à Marseille
3	Réseau Canopé DT PACA Avignon
4	Réseau Canopé DT NA Mont-de-Marsan
Vérification périodique et maintenance des installations électriques	
5	Réseau Canopé DT Normandie à Caen
6	Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse
7	Réseau Canopé DT PACA à Marseille
Maintenance des portes, portails automatiques, rideaux métalliques et éléments de serrurerie	
8	Réseau Canopé DT PACA à Marseille
9	Réseau Canopé Site de Montpellier
Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de secours et des moyens de secours	
10	Réseau Canopé Site de Montpellier
11	DT PACA à Marseille
12	Réseau Canopé DT Normandie à Caen
13	Réseau Canopé HDF site d'Amiens
14	Réseau Canopé Site de Poitiers

Le montant estimé pour les prestations de maintenance préventive se trouve ci-dessous :

Lot	Désignation du lot	Montant estimé € HT
Vérification périodique et maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de climatisation et de ventilation		
1	Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse	3 397 €
2	Réseau Canopé DT PACA à Marseille	7 083 €
3	Réseau Canopé DT PACA Avignon	1 667€
4	Réseau Canopé DT NA Mont-de-Marsan	2 896 €
Vérification périodique et maintenance des installations électriques		
5	Réseau Canopé DT Normandie à Caen	4 100 €
6	Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse	6 854 €

7	Réseau Canopé DT PACA à Marseille	3 333 €
Maintenance des portes, portails automatiques, rideaux métalliques et éléments de serrurerie		
8	Réseau Canopé DT PACA à Marseille	4 583 €
9	Réseau Canopé Site de Montpellier	1 982 €
Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de secours et des moyens de secours		
10	Réseau Canopé Site de Montpellier	1 584 €
11	DT PACA à Marseille	6 500 €
12	Réseau Canopé DT Normandie à Caen	10 000 €
13	Réseau Canopé HDF site d'Amiens	4 000 €
14	Réseau Canopé DT NA site de Poitiers	6 677 €

Pour les prestations de maintenance corrective, le marché est conclu avec un montant maximum ci-dessous :

Lot	Désignation du lot	Montant maximum € HT
Vérification périodique et maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de climatisation et de ventilation		
1	Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse	5 417€
2	Réseau Canopé DT PACA à Marseille	4 167€
3	Réseau Canopé DT PACA Avignon	834 €
4	Réseau Canopé DT NA Mont-de-Marsan	1870 €
Vérification périodique et maintenance des installations électriques		
5	Réseau Canopé DT Normandie à Caen	14 000 €
6	Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse	8 334 €
7	Réseau Canopé DT PACA à Marseille	4 168 €
Maintenance des portes, portails automatiques, rideaux métalliques et éléments de serrurerie		
8	Réseau Canopé DT PACA à Marseille	4 168 €
9	Réseau Canopé Site de Montpellier	6 800 €
Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de secours et des moyens de secours		
10	Réseau Canopé Site de Montpellier	4 167 €
11	DT PACA à Marseille	6 667 €
12	Réseau Canopé DT Normandie à Caen	16 000 €
13	Réseau Canopé HDF site d'Amiens	10 000 €
14	Réseau Canopé DT NA site de Poitiers	3000 €

2.4. Durée du marché

Le marché est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2026 inclus. Le marché n'est pas reconductible. A titre indicatif la notification interviendrait le 23 mars 2026.

L'émission des bons de commande sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du Code de la Commande Publique.

2.5. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation,
- le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes,
- l'acte d'engagement,
- un bordereau de prix unitaire par lot,
- la décomposition du prix global et forfaitaire par lot,
- le cadre de réponse technique
- la fiche contact
- l'attestation de visite

Le dossier peut être téléchargé sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Il contient la totalité des informations utiles aux candidats pour élaborer une offre.

Lors du retrait du dossier, les candidats sont fortement invités à s'identifier en communiquant une adresse courriel valide, faute de quoi ils ne pourront être informés des éventuels compléments, modifications, ajouts de document, report de dates limites ou réponses faite aux questions relatives à la consultation en cours.

L'acheteur se fait juge de l'opportunité de répondre à des demandes de renseignements complémentaires. Celles-ci ne pourront porter que sur des questions mineures appelant des réponses qui ne peuvent nuire à l'égalité de traitement des candidats.

Si la question posée par le candidat révélait une ambiguïté, une imprécision ou une omission dans la rédaction, de nature à compromettre la compréhension du dossier, l'acheteur s'engage à faire une réponse écrite, diffusée à l'ensemble des candidats, l'anonymat étant préservé.

Par mesure d'équité, les demandes de renseignements complémentaires doivent être formulées par écrit (mail ou via la plateforme) et communiquées à l'acheteur au plus tard six (6) jours francs avant la date limite de remise des offres. La demande sera prise en compte et la réponse sera retranscrite à l'ensemble des candidats potentiels qui se seront identifiés sur la plateforme PLACE.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

Réseau Canopé se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours francs avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir formuler aucune réclamation à ce sujet.

2.6. Calendrier prévisionnel de la consultation

Lancement de la consultation	Sem. 22 décembre 2025
Date limite de réception des offres	26 janvier 2026
Analyse des offres	Sem. 27 janvier – 16 février 2026

Courrier de rejet	Sem. 9 mars 2026
Signature et Notification du marché	Sem. 23 mars 2026
Réunion de lancement / Démarrage de la prestation	Sem. Semaine 23 mars 2026

ARTICLE 3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le candidat fournit dans une seule enveloppe les pièces relatives à sa candidature et celles constituant son offre. Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.



Aucune signature des documents n'est requise au moment du dépôt des candidatures et des offres.

3.1. Pièces à fournir au titre de la candidature

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du document unique de marché européen (DUME) ou hors DUME.

3.1.1. Candidature sous forme de DUME

- **Formulaire DUME en format xml et pdf (généré automatiquement lors de la réponse sur PLACE)** remplaçant la DC1 et DC2 (ne pas les transmettre en plus du formulaire).

Pour renseigner votre DUME, il convient de choisir le DUME comme modalité de réponse pour la candidature. Le DUME est prérempli sur la base du numéro SIRET.

3.1.2. Candidature hors DUME

- **L'imprimé DC1¹, « lettre de candidature », ou équivalent** comprenant notamment :
 - L'objet de la candidature en cas d'allotissement : lots concernés ou ensemble des lots,
 - La présentation du candidat et des membres du groupement, le cas échéant :
 - Dénomination commerciale, adresse de l'établissement et du siège social (si différente),
 - Numéro SIRET et TVA intracommunautaire,
 - Adresse de courrier électronique et numéro de téléphone
 - Répartition des prestations, en cas de groupement et désignation du mandataire,
 - Une déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du CCP et est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés,
- **L'imprimé DC2, « déclaration du candidat » ou équivalent** comprenant notamment :

¹ Les formulaires DC sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant le domaine d'activité auquel se réfère le marché/accord-cadre, au cours des 3 derniers exercices,
- L'indication d'appartenance à la catégorie des PME, le cas échéant,
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années,
- Une description des moyens techniques dont le candidat dispose pour la réalisation des prestations,
- Une liste de références récentes fournies au cours des 3 dernières années indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé,
- Tout autre document permettant d'attester de la capacité du candidat à exécuter les prestations du marché
- Tout document attestant que le personnel amené à intervenir sur les installations possède toutes les attestations nécessaires et les certificats de compétences

3.1.3. Candidature d'un groupement momentané d'entreprises

Les candidats peuvent se présenter en groupement solidaire ou conjoint.

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire, pour l'exécution du marché/accord-cadre, de chacun de ses membres,

Dans ce cas, les membres du groupement s'engagent à exécuter des prestations détaillées et précisées dans le marché/accord-cadre et à ce que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Un opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements.

De plus, les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement,
- en qualité de membres de plusieurs groupements,
- en qualité de mandataire d'un groupement et de membres d'un autre groupement.

3.1.4. Autres opérateurs économiques

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit produire pour chacun de ces opérateurs :

- les mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières
- un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant que le candidat dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché/de l'accord-cadre.

3.2. Pièces à fournir au titre de l'offre



Il n'est pas obligatoire que l'acte d'engagement soit signé dès le dépôt de l'offre.

- La **fiche contact** complétée,

- Une **offre financière** constituée du bordereau de prix unitaires et de la décomposition du prix global et forfaitaire,
- Le cadre de réponse technique précisant les points permettant d'apprécier les sous-critères de la valeur technique mentionnés plus bas.
- L'attestation de visite obligatoire

NB : les négociations étant interdites en procédure d'appel d'offres ouverts, les candidats sont invités à déposer d'emblée leur meilleure offre.

3.3. Variantes

Les variantes ne sont pas acceptées.

3.4. Visite des locaux

Les candidats effectueront obligatoirement une visite des locaux du lot auquel ils répondent.

La visite des locaux aura lieu auprès du contact et selon les modalités précisées ci-dessous :

Réseau Canopé DT Occitanie à Toulouse (Lots 1 et 6)
Jean-Marc MAILLET jean-marc.maillet@reseau-canope.fr Tél : 05 61 99 48 55 /Port : 06 98 22 49 51. Dates de visites : 12/01 après-midi, 13/01 journée et 15/01 journée
Réseau Canopé DT PACA à Marseille (Lots 2, 7, 8 et 11)
Marie-Noelle Goubault et Sana.ben-mbarek marie-noelle.goubault@reseau-canope.fr (06 24 10 25 60) sana.ben-mbarek@reseau-canope.fr (06 35 25 53 90) Dates de visites: mardi au vendredi et de 9h à 16h
Réseau Canopé DT PACA Avignon (Lot 3)
Olivier BANUS olivier.banus@reseau-canope.fr Tél : 06 33 16 78 66 Visites du mardi au vendredi de 9h à 16h
Réseau Canopé DT NA Mont-de-Marsan (Lot 4)
Mme Darricau Valérie : valerie.darricau@reseau-canope.fr Tél : 07.88.36.51.85 L'atelier est fermé les lundi et vendredi
Réseau Canopé DT Normandie à Caen (Lot 5 et 12)

<p>Christel Picault christel.picault@reseau-canope.fr Date de la visite : le jeudi 8 janvier.</p> <p>Pour les sociétés ne pouvant pas le jeudi 8 janvier les visites sont réalisées lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30. Les contacts en cas de visite hors le 8 janvier sont les suivants (tous les contacts doivent être destinataire du mail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - marc.danjou@reseau-canope.fr - christel.picault@reseau-canope.fr - anne-laure.provost@reseau-canope.fr
Réseau Canopé Site de Montpellier (Lot 9 et 10)
<p>Laurent PRADINES - laurent.pradines@reseau-canope.fr Tél : 04 67 60 04 61 /Port : 06 08 60 49 51. Dates des visites : 05/01 après-midi, 06/01 matin, 12/01 après-midi et 13/01 matin.</p>
Réseau Canopé HDF site d'Amiens (Lot 13)
<p>Olivier Buillot, Anais Rousseau, Aline Bimbaud et Anne-Elisabeth Pantic (tous les contacts doivent être destinataires de la demande de rendez-vous)</p> <ul style="list-style-type: none"> - olivier.bouillot@reseau-canope.fr - anais.rousseau@reseau-canope.fr - aline.bimbaud@reseau-canope.fr - anne-elisabeth.pantic@reseau-canope.fr <p>Dates de visites : Mercredi 14 janvier, Mercredi 21 janvier, Entre 9H30 et 11H30</p>
Réseau Canopé Site de Poitiers (Lot 14)
<p>HOUSSINE Elise Responsable Administrative et Financière - elise.houssine@reseau-canope.fr - Tél : +33787022337</p>

Les candidats doivent confirmer leurs visites par mail ou par téléphone avec les contacts mentionnés ci-dessus.

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.

3.5. Dépôt des offres

La date limite de dépôt des plis est mentionnée dans la première page du présent règlement.

Les offres doivent être déposées par voie électronique sur la plate-forme PLACE www.marches-publics.gouv.fr, sur laquelle la procédure technique de dépôt des plis est détaillée.

Aucune offre électronique ne sera admise en dehors de celles reçues à l'adresse précitée. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt ci-dessus sera considéré comme hors délai.

Aucune offre papier ne sera admise en dehors d'une copie de sauvegarde d'une offre électronique.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent envoyer, en parallèle de leur réponse électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (clé USB, CD, DVD, etc), qui ne sera ouverte qu'en cas de difficulté technique rencontrée lors de l'ouverture de l'offre dématérialisée.

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres. En cas d'envoi postal, celui-ci doit être réalisé par recommandé avec accusé de réception.

L'enveloppe doit comporter la mention « COPIE DE SAUVEGARDE », avec le numéro et l'objet de la consultation.

Adresse de dépôt ou d'envoi de la copie de sauvegarde :

Réseau Canopé

pôle Achats-Marchés

1 avenue du Futuroscope

Téléport 1 – bâtiment @4

CS 80158

86961 Futuroscope Cedex

Délai de validité des offres : 4 mois à compter de la date limite de réception des offres

ARTICLE 4. ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1. Conditions de participation des candidats

Sont écartés les candidats :

- n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés, dans les délais imposés par l'acheteur, conformément aux dispositions de l'article R.2144-7 du CCP,
- dont les garanties professionnelles et financières sont insuffisantes au regard de l'objet du marché/accord-cadre (les capacités techniques, humaines et financières, ainsi que les références présentées doivent être en relation avec les caractéristiques techniques, le calendrier du projet et l'objet du marché/accord-cadre).

4.2. Critères de jugement des offres

4.2.1. Critères de sélection des offres

Les critères de jugement des offres et leur coefficient de pondération sont les suivants :

1. Critère technique (60 %) dont :

- Méthodes d'organisation envisagées spécifiquement pour l'exécution du marché (30%)
dont :
 - Les moyens techniques mis en œuvre pour réaliser les prestations – maintenance préventive et corrective (10 %)

- Méthodologie d'exécution des différentes prestations -maintenance préventive et corrective (10 %)
- Les processus mis en place accompagnés des exemples pour assurer le suivi des prestations (10 %)
- Effectifs et moyens humains affectés à la maintenance des sites (20 %)
- Planning (10 %)
 - Planning pour la maintenance préventive (4 %)
 - Pour la maintenance corrective (6 %)

2. Le prix (40%) dont :

- Maintenance préventive sur la base du montant forfaitaire (20 %)

La note maximale est attribuée à l'offre la moins chère et les autres notes sont attribuées selon la formule suivante, arrondies au centième, puis pondérée selon le coefficient indiqué à l'article 4.2.1 :

(Montant de l'offre minimum / Montant à comparer) X note maximale

- Maintenance corrective sur la base du bordereau des prix unitaire (chantier masqué) (15 %) : ce critère sera analysé par le biais d'un DQE masqué sur la base des prix du bordereau du prix unitaire.

- Taux de marge sur les tarifs fournisseur des pièces hors BPU (5 %)

La note maximale est attribuée au taux le plus bas et les autres notes sont attribuées selon la formule suivante, arrondies au centième, puis pondérée selon le coefficient indiqué à l'article 4.2.1 :

Taux à comparer / (Taux le plus bas X note maximale)

La marge maximale que le prestataire pourra répercuter sur les prix fournisseurs des pièces hors BPU est de 10%

4.2.2. Méthode de notation

- Pour les critères autre que le prix, chaque critère ou sous-critère est apprécié sur la base de l'échelle de notation suivante, puis pondéré selon le coefficient indiqué à l'article 4.2.1 :

1	Médiocre : le candidat ne répond pas aux attentes
2-3	Passable : information fournie mais le candidat ne répond que partiellement aux attentes
4-5	Acceptable : le candidat remplit de manière normale les exigences qualitatives et quantitatives mais quelques réserves et incertitudes d'appréciation
6-7	Satisfaisant : le candidat remplit toutes les exigences qualitatives et quantitatives
8-9	Très satisfaisant : le candidat remplit toutes les exigences qualitatives et quantitatives mais présente un avantage particulier (par rapport aux prescriptions attendues ou par rapport aux autres candidats...)
10	Excellent : remplit les exigences au-delà des attentes, présente de nombreux avantages par rapport aux autres candidats

- Le candidat obtient une note finale sur 10.

ARTICLE 5. MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le candidat retenu doit faire parvenir à Réseau Canopé, dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la réception de la demande :

- les **documents permettant de justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner** prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du CCP :
 - Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites,
 - Une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- l'**acte d'engagement** signé par une personne habilitée à engager l'attributaire :
 - en cas de signature manuscrite, l'acte d'engagement est envoyé par voie postale, après suppression du pictogramme « signature électronique »,
 - en cas de signature électronique, l'acte d'engagement est signé en format PDF (cf. annexe 1) et envoyé via PLACE.

Après signature de l'acte d'engagement par le représentant de l'acheteur, le marché/accord-cadre est notifié au titulaire.

ARTICLE 6. INSTANCES DE RECOURS

6.2.1. Voies et délais de recours

Les candidats évincés disposent des recours et délais de saisine suivants :

Référé précontractuel : délai de recours pouvant être exercé contre la procédure de passation depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la date signature du marché (L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;

Recours contractuel pouvant être exercé contre la procédure de passation : jusqu'au 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution du contrat ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (articles L.551-13 à 23 du même code) ;

Recours en contestation de la validité du contrat conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 "Tarn et Garonne": 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant son attribution, pouvant être assorti d'une demande de suspension de l'exécution du contrat (article L 521-1 du code de justice administrative).

6.2.2. Contact utile

L'instance chargée des voies de recours est le tribunal administratif de Poitiers, auprès duquel peuvent être obtenus les renseignements concernant leur introduction :

TA de Poitiers
Hôtel Gilbert
15, rue de Blossac - BP 541
86020 Poitiers Cedex

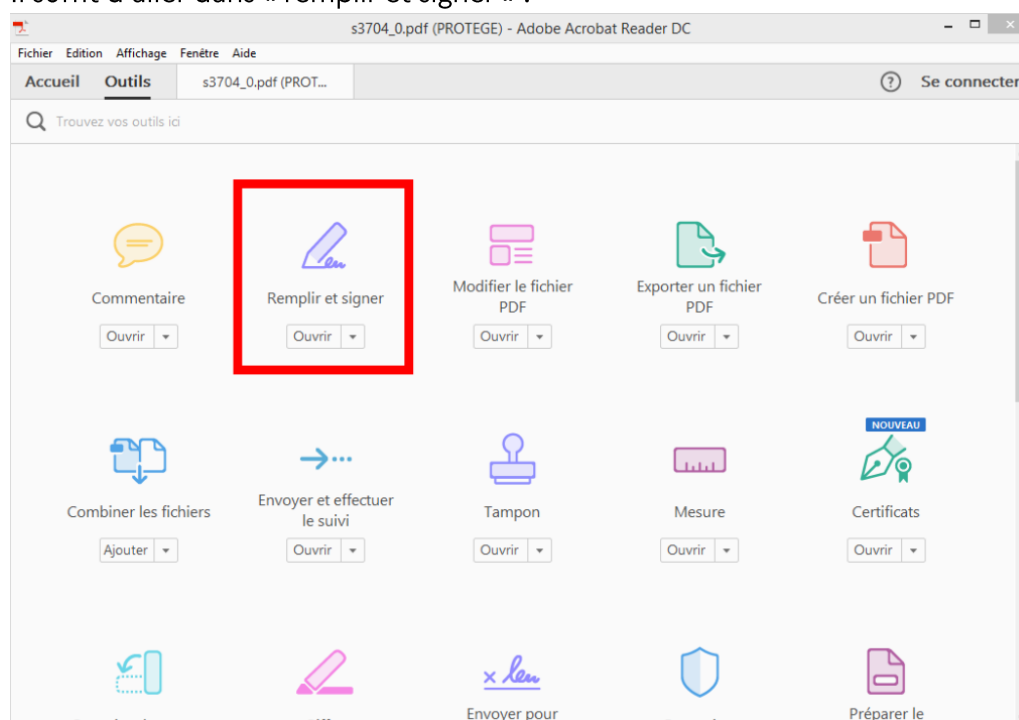
Téléphone : 05 49 60 79 19
Télécopie : 05 49 60 68 09
Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

ANNEXE 1 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

Signature d'un fichier PDF avec une ID numérique

1. Enregistrement de l'acte d'engagement (sous format word initialement) sous format PDF.
Règle de nommage : N° de marché/accord-cadre (AA-123-Lxx) AE Nom de la société
 - AA : Année
 - 123 : n° du marché/accord-cadre
 - Lxx : n° du lot
2. Sur Adobe Reader : signer directement sur le pdf avec votre certificat de signature électronique.

Il suffit d'aller dans « remplir et signer » :



Ensuite « utiliser des certificats », « signer avec un certificat » : une boîte de dialogue « tracer un rectangle de signature » s'ouvre, installer votre clé de signature électronique et cliquer sur « signer avec un périphérique connecté » (ne pas cocher sur la case : « verrouiller le document »), vous sélectionnez votre ID électronique et vous pouvez signer.

Si votre clé n'est pas encore reconnue sur l'ordinateur, ouvrir « Edition », puis « Préférences » dans le menu déroulant, et « Signatures », cliquer sur « autres » en face « Identités et certificats approuvés », une fois la boîte de dialogue ouverte, cliquer sur l'icône représentant une carte de visite avec un + au-dessus, puis « ajouter une identification numérique », « ID numérique personnelle existante provenant : », cliquer sur « d'un périphérique connecté à cet ordinateur ».

3. Via la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/agent/signer-document>, en téléchargeant l'outil de signature :

